

IDÉES ET DÉBATS

Vous, Français, auriez bien besoin d'une Margaret Thatcher, par Rainer Zitelmann

Idées. Alors que la "Dame de fer" aurait aujourd'hui 100 ans, l'essayiste libéral allemand estime que la France pourrait grandement bénéficier d'un dirigeant capable de faire baisser la dette publique et de sauver son pays de la faillite.

Par Rainer Zitelmann*

Publié le 13/10/2025 à 08:58



Offrir l'article 5



Margaret Thatcher a réduit la dette publique de 54,6 % du PIB en 1980 à 40,1% en 1989.
AFP

L'Express en illimité, sans engagement. Testez notre offre exclusive.

[Je m'abonne](#)



Dans les années 1970, le Royaume-Uni était considéré comme l'homme malade de l'Europe ; aujourd'hui, ce titre revient à la France et à l'Allemagne. Il existe des parallèles frappants entre la situation britannique à l'époque et celle de la France aujourd'hui, avec notamment [une dette publique excessive](#), un marché du travail surréglementé et des impôts élevés.

Dans l'Indice de la liberté économique, la France n'occupe que la 63e place, avec moins de liberté économique que des pays tels que le Vietnam, le Paraguay, l'Espagne, la Pologne, la Bulgarie et le Japon. En revanche, la Suède occupe la 12e place, les Pays-Bas la 10e, la Norvège la 9e, le Danemark la 7e et la Suisse la 2e, juste derrière Singapour.

Margaret Thatcher aurait eu 100 ans aujourd'hui. Elle a été Première ministre du Royaume-Uni pendant près de douze ans, ce qui fait d'elle la dirigeante britannique la plus longue du XXe siècle. Aucun autre leader politique n'a jamais mis en œuvre des réductions d'impôts, une déréglementation et une privatisation pour réformer l'Etat-providence de manière aussi radicale qu'elle. Aujourd'hui, alors que la France est confrontée à des défis similaires, la question se pose : quelles conditions ont permis à Margaret Thatcher de mettre en œuvre des réformes d'une telle

Le rôle clé des idées

Pour jeter les bases de réformes importantes de l'économie de marché, trois conditions essentielles doivent être réunies :

- Premièrement, la situation doit être devenue critique pour une grande partie de la population. Cette condition est remplie en France.

- Mais deuxièmement, le terrain intellectuel doit déjà avoir été préparé : les idées doivent avoir été diffusées par les leaders d'opinion pendant de nombreuses années. Cette condition n'est pas remplie en France. Une [enquête](#) menée dans 34 pays a révélé qu'à l'échelle mondiale, seuls cinq pays ont une population plus anticapitaliste que la France, tandis que l'anticapitalisme est moins répandu dans 28 pays. Un [autre sondage d'opinion](#) sur le thème de l'envie sociale a révélé que les Français sont les plus envieux parmi treize nations.

LIRE AUSSI : "La France ne va pas si mal que ça !" : les paradoxes français analysés par l'historien britannique Emile Chabal

- Et ce n'est qu'alors, lorsque l'opinion publique s'est orientée vers plus de liberté et de capitalisme, que, troisièmement, un homme politique charismatique a une chance. Ce fut le cas en Argentine avant l'élection de Javier Milei et ce fut également le cas au Royaume-Uni lors de l'arrivée au

L'Express en illimité, sans engagement. Testez notre offre exclusive.

Je m'abonne

Le Royaume-Uni était au bord du gouffre

Avant Thatcher, une expérience de "socialisme démocratique" avait presque conduit le pays au bord du gouffre. L'inflation avait grimpé à 27 %, le taux d'imposition des plus hauts revenus avait atteint 83 %. Trente pour cent des employés travaillaient dans des entreprises publiques. Alors que la productivité stagnait, la dette nationale continuait d'augmenter. En 1979, les subventions gouvernementales accordées à des industries pour la plupart non rentables, telles que l'exploitation minière, s'élevaient à 4,6 milliards de livres sterling (soit 33 milliards d'euros aujourd'hui). Finalement, le gouvernement britannique a été contraint de demander l'aide du Fonds monétaire international (FMI), une organisation qui vient généralement en aide aux pays en développement. Ce fut une humiliation pour les fiers Britanniques. Les syndicats radicaux, dominés par les communistes, tenaient le pays fermement sous leur emprise. Dans les années 1970, plus de 2 000 grèves ont eu lieu chaque année, coûtant en moyenne près de 13 millions de jours de travail et atteignant près de 30 millions en 1979.

LIRE AUSSI : Déficit public, pourquoi sont-ils meilleurs que nous ? Les recettes gagnantes de nos voisins européens
[D74BPLYLJG6JIBR4RV73YUARU/](#)

Thatcher a compris que sa mission allait au-delà d'une poignée de réformes : elle était engagée dans une bataille d'idées. Son biographe Charles Moore écrit : "Elle n'avait pas un esprit intellectuellement ordonné, ni original. Plutôt que de développer ses propres idées, elle était en quelque sorte une 'admiratrice' des idées des autres." Etudiante, elle avait été impressionnée par la critique du socialisme développée par Friedrich August von Hayek dans *La Route de la servitude*. Les think tanks pro-capitalistes, tels que le Centre for Policy Studies, l'Adam Smith Institute et l'Institute of Economic Affairs (IEA), ont joué un rôle crucial dans la formation de ses idées. En tant que cheffe de l'opposition de 1975 à 1979, Thatcher a fréquemment assisté aux événements de l'IEA et lu ses publications. C'est également grâce à l'IEA qu'elle a fait la connaissance de Hayek et Milton Friedman. Après sa première victoire électorale en 1979, elle a rendu hommage à l'IEA pour avoir

Institute et son président Madsen Pirie ont fourni le modèle de ses réformes, notamment son vaste programme de privatisation.

Ce sont ces deux conditions préalables, l'environnement économique et les bases intellectuelles posées par les think tanks, qui ont ouvert la voie à l'ascension au pouvoir de Thatcher. Sa principale contribution a été sa capacité à absorber et à communiquer efficacement les bonnes idées. De plus, comme Ronald Reagan, elle excellait dans les relations publiques et l'autopromotion. La seule autre personnalité publique britannique qui savait aussi bien gérer les photographes et la presse que Margaret Thatcher était la princesse Diana.

Un excédent budgétaire en 1989

La privatisation a joué un rôle décisif au cours de son deuxième mandat. British Telecom, une entreprise comptant 250 000 employés, a été cotée en bourse. Il s'agissait de la plus importante introduction en bourse au monde à l'époque, et deux millions de Britanniques, dont près de la moitié n'avaient jamais détenu d'actions auparavant, ont acheté des actions de BT. Sous le gouvernement Thatcher, le pourcentage de Britanniques détenant des actions est passé de 7 à 25 %.

Les logements sociaux ont été mis en vente par les municipalités locales aux locataires. Cette politique a permis à un million de locataires de devenir propriétaires. Dans ce cas, cependant, il aurait peut-être été préférable de vendre ces logements appartenant à l'Etat à des sociétés immobilières privées gérées par des professionnels ou de les introduire en bourse. Le succès de la privatisation au Royaume-Uni a été si retentissant qu'il est devenu un exemple puissant pour d'autres pays et a déclenché une vague mondiale de privatisations.

Dans son autobiographie, Thatcher a admis qu'elle aurait aimé privatiser encore plus d'entreprises, mais elle a ajouté : "Sous mon mandat, le Royaume-Uni a été le premier pays à inverser la marche du socialisme. A la fin de mon mandat, le secteur public de l'industrie avait été réduit d'environ

Elle pouvait également s'attribuer une grande partie du mérite pour les 3,32 millions d'emplois créés au Royaume-Uni entre mars 1983 et mars 1990. En 1976, le pays était au bord de la faillite nationale ; en 1978, le déficit budgétaire représentait 4,4 % du produit national brut (contre 2,4 % en Allemagne à l'époque). Dix ans plus tard, en 1989, le Royaume-Uni affichait un excédent budgétaire de 1,6 %. La dette nationale, qui représentait 54,6 % du PIB en 1980, était tombée à 40,1 % en 1989.

LIRE AUSSI : David McWilliams, économiste irlandais : "La France est devenue le Brésil de l'Europe"

Ce sont là de grandes réalisations. On ne peut que souhaiter à la France d'avoir une Maggie Thatcher. Mais les conditions ne sont pas réunies. Dans le domaine des idées, les étatistes et les anticapitalistes dominent en France, tant à gauche qu'à droite. Ce n'est pas un hasard si le plus célèbre anticapitaliste du monde est français : Thomas Piketty. Et ce n'est sans doute pas non plus un hasard si mes livres en faveur du capitalisme ont été traduits dans de nombreuses langues (35 au total), mais pas en français. Ce n'est qu'une fois les bases intellectuelles posées, comme l'ont fait les libéraux au Royaume-Uni, que le terrain sera prêt pour une Thatcher française.

**Essayiste et historien, Rainer Zitelmann est notamment l'auteur du livre [The Power of Capitalism](#).*



Cet article vous a plu ?

Il vous reste **5 articles** à offrir ce mois-ci. ?

[Générer le lien de partage](#)

EXPLORER LA RUBRIQUE IDÉES ET DÉBATS

La mise en garde de Bill Gates : "Nous sommes à un tournant de l'humanité"

"Si la gauche continue de mépriser certains électeurs..." : l'alerte de Joan C. Williams sur la colère des classes moyennes

Devoir d'achat, insécurité, immigration... Cette stratégie revient-elle au PS et LR ?

L'Express en illimité, sans engagement. Testez notre offre exclusive.

[Je m'abonne](#)